

*Ce document constitue le communiqué rédigé par le CFSG diffusé notamment aux différentes organisations concernées.*

## **Appel à manifester le samedi 11 septembre 14 h** **contre la privatisation et le démembrement du Domaine de Grignon,** **bien commun, par le promoteur immobilier Altarea-Cogedim**

**Devant l'entrée du site – Avenue Lucien Brétignières – 78850 Thiverval-Grignon.**

**Manifestation déclarée à la préfecture des Yvelines et à la mairie de Thiverval-Grignon.**  
**Rassemblement en plein air dans le respect des gestes barrière. Prises de paroles, musique, bar.**

En ce mois d'août 2021, l'Etat vient d'annoncer en catimini et sans explications la vente du site AgroParisTech-INRAE de Grignon, membre de l'Univ. Paris-Saclay, à Altarea-Cogedim.

Non, l'Etat ne doit pas se séparer d'un campus de 750 personnes dédié depuis 200 ans à l'enseignement supérieur et à la recherche, de 40 000 m<sup>2</sup> bâtis, de 300 ha de forêt et de terres agricoles, et aussi d'un site géologique mondialement connu.

Non, l'Etat ne doit pas s'appuyer sur un jury inconnu intervenant dans une procédure obscure pour faire ses choix en ne les motivant pas.

Non, l'Etat ne doit pas choisir le béton et les profits de certains au détriment des urgences écologiques et sociales collectives<sup>1</sup>.

*Le projet d'Altarea-Cogedim, derrière des affichages de verdissement, est basé sur la spéculation et la plus-value immobilière par le logement. Nous nous opposons à la revente en lots, « à la découpe », prévue, ce qui ouvrirait la porte au démembrement et à la bétonisation de ce site unique.*

**Oui, l'Etat doit revenir sur sa décision et abandonner toute privatisation du bien public que représente Grignon pour le mettre à disposition d'un grand projet sur les enjeux agro-écologiques, de climat et de biodiversité, de progrès social, prioritaires et urgents.**

Oui, l'Etat doit organiser une concertation de tous les acteurs intéressés à l'avenir de Grignon comme bien commun : collectivités territoriales, habitants, parlementaires, syndicats, associations locales, ONG, étudiants et anciens élèves, personnels AgroParisTech-INRAE, acteurs économiques, amis de Grignon ...

Oui, l'Etat doit faire de Grignon un atout pour l'université Paris-Saclay et y développer un lieu dédié à la transition agricole et alimentaire, à la fois terrain d'expérimentation, d'enseignement, de science ouverte, contribuant au développement économique et social.

**Le 11 septembre à 14h, tous contre la vente du campus de Grignon**  
**au promoteur immobilier Altarea Cogedim**

Refusons la bétonisation, le démembrement et la recherche de profit immédiat : 200 ans d'enseignement et de recherche publics en agronomie valent mieux qu'une juteuse opération immobilière, décidée par un Gouvernement aveugle à l'urgence environnementale.

---

<sup>1</sup> D'ailleurs, le Conseil d'État (décision Grande Synthèse) vient d'enjoindre l'État de prendre des mesures supplémentaires d'ici le 31 mars 2022 pour atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030.